

ARRETE DU MAIRE
PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

N°ST 2023_350

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 27 septembre 2023, par laquelle la brigade de Saint-Marcellin de la Gendarmerie nationale demande l'autorisation de permettre le stationnement de véhicules rues Carles et Ancienne route de Chatte le vendredi 29 septembre 2023, dans le cadre d'une cérémonie officielle,

VU le Code de la Route,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU la Loi N°82.213 du 02 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des départements et régions,

VU le Code pénal,

VU le Décret n°55-1366 du 18 octobre 1955 relatif à la réglementation générale des épreuves et compétitions sur la voie publique,

VU l'arrêté ministériel du 1 décembre 1959 portant application du décret n°55-1366 du 18 octobre 1955,

VU l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974, modifiée le 30 novembre 1992,

CONSIDERANT que pour permettre l'organisation de la cérémonie faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

ARRETE

Article 1 - Autorisation d'arrêt et de stationnement : l'arrêt et le stationnement des véhicules sera autorisé le vendredi 29 septembre 2023 de 8 h à 12 h :

- Sur la rue Carles, **uniquement** côté gendarmerie.
- Sur la rue Ancienne route de Chatte, au droit du terrain de la Gendarmerie nationale, **uniquement** côté gendarmerie.

Article 2 - Sécurité et signalisation : Le bénéficiaire devra signaler et sécuriser le lieu conformément à l'autorisation de stationnement visée à l'article 1. Une signalisation temporaire conforme à l'instruction interministérielle du 06 novembre 1992 sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle des services municipaux compétents de la Ville de Saint-Marcellin, par le bénéficiaire.

Article 3 - Responsabilité : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

Article 4 - Restitution des lieux : A l'issue de la cérémonie officielle, le bénéficiaire procédera à l'enlèvement de tout matériel, ainsi qu'au nettoyage des voies et au rétablissement de la circulation.

Article 5 - Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur. Madame la Directrice générale des Services du Département, Monsieur le Chef de service Aménagement du territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, le bénéficiaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 - Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 27 septembre 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe du service des Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY

